

Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N° 09/15

Objet de la délibération : Mandat à Maître VERGNON, du Cabinet VEDESI, Avocat-Conseil auprès du SYMCRAU pour représenter le Syndicat lors de l'audience en appel dans le cadre de la pollution aux hydrocarbures suites à la rupture de l'oléoduc de la SPSE.

L'an deux mille quinze
et le 26 Mai
le Comité Syndical du Syndicat Mixte
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
régulièrement convoqué s'est réuni
en nombre prescrit par la loi
sous la présidence de M. Louis MICHEL,

Étaient présents :

➤ Membres à voix délibérative :

Mme Simone ALOY, M. Alain ARAGNEAU, M. Louis ARLOT, M. Gérard BARTOLI, Mme Marylène BONFILLON, M. Vincent BONFILLON, M. Marc DEPAGNE, M. Alain DERVIEUX, Mme Sonia GRACH, M. Jean GUILLON, Mme Mireille HENRY, M. Daniel HIGLI, M. André MANELLI, M. Louis MICHEL, M. Philippe POMAR, M. Louis TRONC.

➤ Membres à voix consultative :

M. Jean-Pierre VAN EECKE

➤ Procurations :

Procuration de M. René RAIMONDI à M. Alain ARAGNEAU

Procuration de M. Olivier MICHEL à Mme Mireille HENRY

Membres à voix délibérative en exercice : 31

Membres à voix délibérative présents : 16

Procuration : 2

Membres à voix délibérative (présents + procurations) : 18

Secrétaire de séance : Madame Mireille HENRY

Rapporteur : Monsieur Louis MICHEL

La rupture du pipeline de la société SPSE, survenue le 7 août 2009 sur la commune de Saint Martin de Crau, a engendré le déversement d'un volume considérable de pétrole brut sur une surface de cinq hectares située dans la Réserve Naturelle des Coussouls de Crau. Les mesures réalisées sur les eaux souterraines montrent que le pétrole ainsi répandu s'est progressivement infiltré dans le sol jusqu'à atteindre la nappe. Cet incident a donc conduit à une dégradation massive et durable de la qualité de la nappe.

Le SYMCRAU, en tant que gestionnaire de cette ressource, se doit de veiller à la mise en place de toutes les mesures possibles afin de parvenir à la meilleure remédiation.

Le Syndicat a acté, conformément à la délibération N°13/09 du 18 décembre 2009, la volonté de se constituer partie civile dans l'information judiciaire ouverte à l'encontre de la SPSE afin de soutenir son action visant à la restauration la plus complète possible de la qualité des eaux. Dans ce cadre et suite au jugement rendu par le Tribunal de Tarascon en première Instance, le SYMCRAU a interjeté appel. L'audience en appel est fixée au 1 juin 2015.

Vu la délibération N° 11/08 du 5 juin 2008 autorisant le Président à intenter un recours en justice au nom du Syndicat ou à le défendre dans les actions intentées contre lui, complétée par la délibération 12/11 du 14 juin 2011,

Vu la délibération de principe du N°13/09 du 18 décembre 2009, relative à la constitution en qualité de partie civile du SYMCRAU dans le cadre du présent dossier,

Vu la délibération N° 15/14 du 28 mai 2014 donnant mandat à Maître Vergnon, du Cabinet VEDESI, Avocat-Conseil auprès du SYMCRAU pour représenter le Syndicat lors de l'audience en première instance (3/06/2014),

LE COMITE

OUI l'exposé de M. le Président,

APRES en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE des membres présents,

DONNE mandat à Me Henri-Pierre VERGNON, du Cabinet VEDESI, Avocat-conseil auprès du SYMCRAU pour le représenter à l'audience en appel du 1^{er} juin 2015 devant la Cour d'Appel d'Aix en Provence (ou à d'autres dates) si elle venait à être renvoyée,

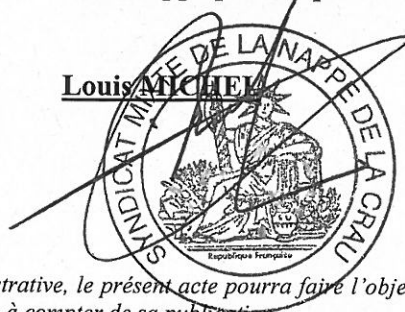
DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget,

AUTORISE le Président à signer les pièces nécessaires,

AINSI fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**Le Président du Syndicat Mixte de gestion
de la nappe phréatique de la Crau,**

Louis MICHEL



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.